

Pour un rassemblement véritablement transformateur

Les incertitudes sur la conjoncture internationale et nationale sont alourdies par le rationnement du crédit, la hausse des taux d'intérêt décidée par la BCE. Ceci est encore aggravé par la volonté de réduire les dépenses publiques et sociales ainsi que les prélèvements obligatoires, en même temps que s'accélère la recherche acharnée d'une flexibilité à la baisse du coût du travail. Ceci contredit le diagnostic optimiste et auto satisfait du gouvernement Villepin en France.

L'explosion des situations de sous-emploi, les graves limites des créations d'emplois, lesquelles résident essentiellement dans les créations d'emplois précaires font éclater la réalité de la soi-disant réduction du chômage. On assiste à une fuite en avant dans les radiations à l'assurance-chômage, dans la chasse aux chômeurs censés ne pas accepter n'importe quel emploi. C'est la marche forcée vers le workfare à l'anglo saxonne et le retour au pas de charge vers des emplois à bas salaires. Une véritable trappe à bas salaires et à basse productivité au détriment de la qualification, une fabrique à travailleurs pauvres !

En même temps, les difficultés sur la balance extérieure des échanges pour la France ne résident pas seulement dans le prix du pétrole, la France est confrontée à un déficit structurel grave lié notamment à un retard dans l'exportation des produits à haute technologie, en relation avec l'insuffisance criante de la recherche-développement ainsi que des dépenses d'éducation et de formation. On assiste ainsi à une profonde crise d'efficacité comme en témoigne notamment la crise à Airbus.

Cette rentrée parlementaire est marquée par les débats sur le budget et la loi de financement de la Sécurité sociale. Ceux-ci sont traversés par la prégnance des dogmes libéraux : dépenses publiques et sociales présentées comme excessives et qui seraient donc à réduire, prélèvements obligatoires considérés comme trop lourds et qu'il s'agirait de faire reculer..

Cependant, cette façon de prétendre limiter les déficits tend à déprimer la croissance et du même coup à entraver les recettes. Si bien qu'on assiste à une explosion de déficits subis des finances publiques et sociales.

En ce qui concerne les comptes sociaux, la Cour des comptes a révélé l'inefficacité des plans Fillon sur les retraites et Douste-Blazy sur la santé qui prétendaient régler définitivement la question de l'équilibre financier de ces régimes. La Cour des comptes a même souligné l'inefficacité des exonérations de cotisations patronales (23 milliards d'euros en 2005). En réalité les chiffres consternants du régime général et de ses différentes caisses sont révélateurs de l'inefficacité de ces plans de rationnement et du refus de réfléchir à un véritable financement alternatif. Mais les déséquilibres financiers de ces régimes sont lourds de menaces et annoncent d'autres plans de rationnement tant pour les retraites que le système de santé.

Dans le même temps, les attaques contre le pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs, des titulaires de minima sociaux, des retraités, deviennent intolérables, non seulement humainement, mais aussi, elles aggravent les limites de la consommation privée et publique comme de la croissance. Dans le pays des droits de l'homme comment supporter le traitement infligé aux populations du squat de Cachan qui constitue un révélateur de la misère du monde,... en France, une concentration de toutes les exclusions et de toutes les discriminations : du logement social à l'emploi, aux revenus et aux droits sociaux. L'immigration « choisie » à la Sarkozy atteint même le droit des universités françaises à accueillir les étudiants étrangers.

De nouvelles menaces se profilent concernant, non seulement la privatisation de Gaz de France, mais au-delà la remise en cause fondamentale du secteur et des services publics. Avec la privatisation de Gaz de France, ce serait, sous couvert de libre concurrence, un facteur de hausse des prix et de dégradation du service rendu. Alors que des pistes alternatives de réforme sont possibles et nécessaires, notamment la constitution d'un pôle public de l'énergie et le rapprochement EDF-GDF, celles-ci doivent être avancées pour contribuer à faire grandir les mobilisations et à faire reculer les plans de la droite.

Mais c'est aussi le statut de la Fonction publique qui tend à être remis en cause, avec la volonté de réduire les emplois publics à statut (des enseignants aux hospitaliers). Sous couvert d'autonomie des universités, on vise à introduire au karcher les critères du privé.

L'horizon sous la droite est effectivement plombé, il faut faire le nécessaire à partir du développement des luttes, du mouvement social et des propositions alternatives pour chasser cette droite et ses variantes – Villepin et Chirac déploient des efforts sans précédent pour refaire illusion en tentant de se démarquer de Sarkozy. Ils prétendent appeler à un consensus, à l'allemande, comme en témoigne l'organisation en décembre d'une conférence nationale sur les revenus et l'emploi, à l'initiative du premier ministre. Dans le même temps, il s'agit de faire accepter le redoublement de la politique de baisse forcenée des coûts salariaux et de soutien aux placements financiers.

Il y a besoin d'une rupture franche avec les politiques libérales et social-libérales, mais avec des avancées positives. Il faut redonner espoir à gauche pour changer effectivement la vie. Toutefois, il faut bien dire que le PS, ses différentes tendances et différents candidats ne lèvent guère les hypothèques. On reste dans l'aménagement du système existant, on ne propose pas de substituer aux réformes libérales de véritables propositions alternatives. Cela s'explique d'ailleurs par la prégnance du type de construction européenne. Ségolène Royal va même jusqu'à flirter avec les thèmes de la droite (la sécurité, le contournement de la carte scolaire, la culpabilisation des parents...). On évacue la question du financement, du crédit, des banques et de la BCE, d'autres critères d'utilisation de l'argent. On en appelle en matière de financement de la Sécurité sociale à l'augmentation massive de la CSG et au remplacement de l'assiette salaires par une assiette valeur ajoutée, dans l'objectif d'une réduction des «charges» des entreprises.

On ne s'engage pas sur la question de nouveaux droits et pouvoirs des salariés. Alors qu'il s'agirait d'en appeler à la créativité, on mise sur une délégation aux appareils et au présidentielisme. Il ne s'agit pas seulement de baratiner sur la démocratie participative, il faut la construire en commençant par la démocratie à l'entreprise. Ceci impliquera de nouvelles lois, visant de nouveaux droits et pouvoirs pour les salariés, ainsi que de nouvelles institutions. C'est le travail que nous avons entrepris pour une proposition de loi visant à sécuriser l'emploi et la formation qui devrait impliquer largement tous les acteurs.

Un nouveau modèle social est à élaborer, en France comme dans les pays de l'Union européenne ainsi que dans les relations entre le Nord et le Sud. Face à l'explosion du chômage, de la pauvreté, de l'exclusion, de la précarité et des travailleurs pauvres, il faut impérativement inventer avec toutes les forces de progrès, un nouveau système, comme en 1945-46 on a construit le système de sécurité sociale. Mais il s'agirait de répondre aux problèmes du XXI^e siècle

en visant la création d'un nouveau système de sécurité d'emploi ou de formation. Cela impliquerait évidemment un développement, une refonte et une autre utilisation des moyens financiers. Cependant sur cette question, les sociaux-libéraux capitulent et refusent de s'attaquer au temple réservé de l'argent. Tandis que les antilibéraux la sous-estiment le plus souvent tout en se contentant de quelques formules vagues. Ainsi l'exigence d'un autre crédit est même ignorée. Si l'on veut véritablement ouvrir une perspective de rupture avec le libéralisme, il faut s'atteler à construire un programme clair, à la fois réaliste et radical, articulant objectifs sociaux, moyens financiers, pouvoirs. Ceci exige de s'enraciner dans le développement des luttes populaires, en appelant à la créativité des acteurs de terrain. Pour notre part, à partir des propositions de notre programme, nous voulons contribuer à l'élaboration d'un programme au contenu transformateur par un rassemblement qui en porte l'exigence jusque dans ses réalisations concrètes.

Il ne s'agit pas de se résigner à un programme à minima, une sorte de plus petit commun dénominateur, mais d'avancer, de construire ensemble sans blocage.

Ainsi, nous considérons que la candidature de Marie-George Buffet pourrait contribuer au succès de ce rassemblement de transformation sociale parce qu'elle s'appuierait sur des éléments précis, mobilisateurs, issus notamment des idées de notre programme et du lien aux luttes. Une des initiatives pour cela pourrait s'appuyer, s'enrichir de l'apport des Assises régionales et nationales pour la sécurisation de l'emploi et de la formation car l'élection présidentielle (et au-delà) se jouera sur la question de l'emploi. C'est dire toute l'importance de la réussite des Assises pour l'emploi. Enracinées dans les luttes sociales, elles visent à une élaboration par les acteurs de terrain (élus, syndicalistes, associatifs,...) d'une grande proposition de loi pour la sécurité de l'emploi et de la formation, avec les pouvoirs, les moyens, les financements, les institutions nécessaires. Il s'agit de propositions concrètes et radicales pour aller vers l'éradication du chômage et de la précarité par une sécurisation et une promotion des activités professionnelles de chacun et de chacune.



Catherine Mills

Membre du comité exécutif national du PCF